

LA POLITIQUE DU CONTRE-PLAN

Le problème du Contre-Plan présenté par le P.S.U., de ses implications, de son insertion dans les luttes sociales et politiques nous est posé avec d'autant plus d'acuité qu'à ce sujet les avis sont extrêmement partagés. Il est donc nécessaire de nous y pencher sérieusement pour pouvoir nous déterminer sur des bases solides, et après discussion de toute la Section. Cet article ne vise donc qu'à contribuer à cette discussion en donnant un point de vue.

- :- :- :- :-

Une des données essentielles de la situation politique française est la politique cohérente d'un régime dont les options fondamentales correspondent à une vision déterminée du développement économique et social qui, faisant sa part à l'aménagement ou aux réformes de certaines structures de la société, n'en conserve pas moins les caractères essentiels du capitalisme, la propriété privée des moyens de production et leur gestion en fonction des impératifs de la recherche du profit.

Il est apparu alors à des secteurs de plus en plus étendus du mouvement socialiste qu'il devenait nécessaire d'élaborer "un plan général de développement économique à opposer à la programmation capitaliste" (testament de Togliatti) qui permettrait aux organisations politiques et syndicales de reprendre l'offensive et d'avancer contre chaque initiative du néo-capitalisme les contre-propositions susceptibles de faire apparaître aux yeux de la grande masse des travailleurs qu'un autre type de développement est possible et nécessaire pour ouvrir la voie à une autre société, la démocratie socialiste.

Cette politique a commencé à pénétrer en France dans certains milieux syndicaux ouvriers et s'est plus largement répandue en milieu étudiant à l'UNEF et à l'UEC. Elle s'est concrétisée au PSU par la définition au Congrès de 1963 des principes d'une politique de Contre-Plan, puis à l'occasion des débats sur les grandes options du Vème Plan, par la publication d'une proposition de Contre-Plan, premier élément de cette stratégie d'ensemble définie brièvement ci-dessus.

Le Contre-Plan n'est donc pas un Vème Plan bis offert aux techniciens de l'économie comme un second modèle s'inscrivant dans le cadre du système économique capitaliste. A travers une analyse critique des options du Vème Plan gaulliste, il fait d'abord apparaître en quoi il correspond aux données fondamentales du régime (aggravation des inégalités sociales, développement de l'autofinancement, refus des revendications essentielles du syndicalisme).

Le Contre-Plan définit ensuite les objectifs économiques et sociaux prioritaires d'une politique de développement de type socialiste. Car, comme le dit André Gorz dans "Stratégie ouvrière et Néo-capitalisme", il appartient au mouvement socialiste d'opposer "au départ une échelle de priorités différentes, une différente structure des consommations et des investissements, bref un Plan différent à celui du capitalisme monopoliste d'état". A partir des possibilités techniques de l'économie française il fait ensuite apparaître les conditions de réalisation de

.../...

ces objectifs, c'est-à-dire les réformes de structures indispensables :

- au niveau de l'entreprise pour permettre aux travailleurs de contrôler la réalisation effective de leur plan :
 - démocratisation effective des nationalisations,
 - élargissement des pouvoirs de contrôle du syndicalisme,
- extension et renforcement du secteur public qui doit devenir l'instrument essentiel de l'exécution du plan,
- développement et démocratisation des organes de planification,
- organisation du financement des investissements en fonction des priorités de ce plan, ce qui suppose notamment un contrôle rigoureux de l'autofinancement et le prélèvement fiscal en cas d'orientation contraire au Plan qui doit conduire au règlement du problème de l'appropriation de l'autofinancement.

Le Contre-Plan doit ainsi permettre de concrétiser aux yeux des travailleurs les possibilités et les objectifs d'un développement socialiste, et il en situe le déroulement dans le temps. Ce n'est donc pas un programme définissant une société de transition vers le socialisme, c'est le premier élément d'une politique ouvrant la voie à une transformation socialiste de la société.

C'est en ce sens qu'il présente une certaine cohérence entre les objectifs qu'il se fixe et entre ces objectifs et leurs moyens de réalisation. Il s'oppose en cela aux catalogues de revendications dont on sait bien qu'elles ne peuvent se réaliser toutes ensemble, et sans qu'on indique précisément comment on compte les satisfaire. Bien entendu, l'exécution d'un Contre-Plan de la gauche suppose un changement dans le rapport des forces sociales dans le pays, et c'est pour cela qu'il se propose de réaliser l'unité des organisations politiques et syndicales autour d'une politique alternative des forces socialistes, condition indispensable d'un changement en leur faveur dans le pays. Signalons à ce propos que le C.P. du PSU est conçu comme une "contribution à la définition des objectifs et des moyens de lutte de toute la gauche ; elle appelle critique, discussion, amélioration". Il est tout aussi certain que, sans la pression constante, à chaque niveau de l'activité économique, des travailleurs et de leurs organisations, l'exécution d'un Contre-Plan ne pourra se faire. C'est comme cela seulement que pourront être vaincues les résistances que ne manqueront pas d'opposer les tenants du régime actuel. On peut penser cependant que cette situation ne doit pas empêcher d'assurer une profonde cohérence interne à la politique qu'on se propose de mettre en oeuvre. Si, par exemple, on estime nécessaire un accroissement du niveau de vie des travailleurs et une re-distribution des revenus à leur profit, cela suppose notamment qu'on définisse à quels revenus on s'attaquera, et dans quelles conditions on pourra maintenir une forte croissance de l'économie, mais aussi à quelles consommations on destine le surplus de revenu ainsi dégagé. De même, il faudra choisir entre une augmentation du niveau de vie et une réduction du temps de travail, ou bien, et c'est le choix fait par le C.P. du PSU, montrer dans quelle mesure et par quels moyens ces deux objectifs peuvent être rendus compatibles.

.../...

On peut cependant se demander s'il est dès à présent possible de donner à cette cohérence le caractère chiffré qui est le sien dans le document du PSU. La mobilisation et la mise en mouvement de la grande masse des travailleurs, conditions de la mise en oeuvre d'un Contre-Plan, doit entraîner une transformation si profonde des structures économiques et sociales du pays qu'on ne peut dès à présent prévoir avec beaucoup de rigueur sa répercussion notamment sur l'accroissement du revenu national ou de la masse des revenus salariaux. Il est possible malgré tout de présenter le modèle concret d'un développement possible et souhaité susceptible de fournir un instrument à une politique offensive contre le régime et la base de départ pour une politique de type socialiste. C'est à cela que s'attache le Contre-Plan du PSU car il faut bien voir qu'il ne constitue par lui-même toute une politique mais qu'il en est la concrétisation à l'occasion d'un débat sur les propositions de la planification gaulliste et dans une situation donnée du mouvement socialiste en France.

Il nous appartient de faire de ces propositions un élément décisif de l'évolution qui dans un avenir plus ou moins proche rassemblera toutes les organisations politiques et syndicales se réclamant du socialisme pour une stratégie offensive contre le néo-capitalisme sur la base d'un programme de transition vers la démocratie socialiste.

LA CALOMNIE POLITIQUE

Deux organes confidentiels d'opposition interne, l'un d'opposition au PSU l'autre d'opposition au PC, nous ont mis en cause récemment.

Le premier nous a accusé d'avoir pactisé avec le MRP pour "prendre" l'AGEDESEP. Nous répondons simplement d'abord qu'on ne pactise qu'avec ce qui existe, ensuite qu'il n'a jamais été question de noyauter le syndicat mais de discuter sur l'orientation. Celle de la minorité de l'UNEF ne pourrait à ce sujet qu'avoir de très lointains rapports avec le MRP !

Dans le second, un de nos anciens camarades, connu dans le mouvement étudiant, a estimé que certains d'entre nous nourrissaient "une triste ambition politique" qui serait le mendésisme. Sans vouloir remettre en cause les personnalités ou le rôle quant à la décolonisation de Pierre Mendès-France, nous ne pensons pas avoir précisément développé dans ce bulletin une politique qui soit proche du courant mendésiste.

L'Étudiant Socialiste

PSU – Bulletin Section Droit Sciences Eco

N° 3